

Les Frères Musulmans et le modèle turc, la mumāna'a de la Syrie et du Hezbollah dans la tourmente arabe

Roger Naba'a | 18.08.2011 | Beyrouth

Quatre sujets reviennent régulièrement dans les médias qui couvrent le Printemps arabe. Si les deux premiers, l'islam politique et le «modèle turc», sont des focaux de nombre d'intervenants, les deux autres, ceux de la mumāna'a de la Syrie et de l'avenir du Hezbollah, ne retiennent pas l'attention autant qu'ils le devraient, cependant qu'ils sont de par leurs enjeux stratégiques, au même titre que le reste, au cœur du Printemps arabe.

Des Frères et du «modèle turc», il est difficile d'en parler pour quelqu'un qui n'en est pas spécialiste; mais impossible de le faire depuis que, dans l'après-11 septembre, toute une mythologie fantasmagorique a été construite autour; et mythologie qui a acquis une plus grande légitimité que les faits eux-mêmes. Régulièrement couplé, -sous couvert de description «objective»- à des qualificatifs comme «fondamentaliste», «fanatique», «radical», «terroriste», facho (le facho-islamisme a été inventé pour l'occasion), ...ces «descripteurs synthétiques» se veulent lecture même du phénomène islamique.

Reste à s'interroger sur la fonction que remplit une catégorie (une qualification, une dénomination) qui suggère plus qu'elle ne renseigne, car de toute évidence, si cela sert à créer un réflexe de peur qui oblitère toute compréhension, le destinataire, identifiant immédiatement le «phénomène islamique» selon cette connotation exclusivement négative, est déjà prédisposé à l'accepter. Ce qui est déjà énorme, mais bien en deçà du recherché dans la mesure où, en la matière, il s'agit, performativement, de «nommer pour agir»: dès lors, il serait insensé de s'opposer, en regard de l'horreur «décrite», à une action visant à éradiquer ce phénomène contre-nature (d'où la «Guerre totale contre le terrorisme islamique»), ou à tout le moins, à justifier l'appui inconditionnel accordé aux autocrates arabes, un bien moindre mal que l'abomination «décrite».

Or voilà que le système autocrate de la région dans son entièreté vacille: deux de ses Etats -le tunisien et l'égyptien- ont déjà été balayés par le vent de révolte qui s'y est levé pendant que les autres luttent à mort pour leur survie. Ainsi, en sonnant le glas des autocrates, les «révolutions arabes» ont-elles sonné le glas d'une double stratégie: celle occidentale qui tolérait les autocraties pour éviter les théocraties; celle de la marche turque vers l'Orient.

Que faire dans l'urgence d'une situation incontrôlable qui peut charrier un chaos géostratégique?

C'est à ce point précis que le «modèle turc» vient opportunément pour renflouer le renouvellement de la stratégie américaine au sein de laquelle celle de la Turquie s'inscrit. C'est alors que les médias, arabes et occidentaux, se sont fait l'écho de rencontres entre les Frères et l'administration états-unienne, laquelle, sous la houlette de Barack Obama, lèverait l'ostracisme qui les frappait.

Les informations ajoutent qu'Obama, pour pallier son impouvoir face à Israël et contrer la montée en puissance de l'Iran, concocterait une «Grande alliance» avec les Frères -c'est-à-dire avec les sunnites- qui seraient réhabilités et légitimés en contrepartie de l'acceptation tacite d'Israël et d'une hostilité affichée contre l'Iran chiite et ses «têtes de pont» régionaux, c'est-à-dire l'axe de la mumāna'a (sic) :

Une des principales idées étudiées ces deux dernières années s'articule autour du principe de la normalisation des relations entre les Etats-Unis et les FM.

L'expérience turque a proposé un modèle de coexistence entre l'adhésion à l'OTAN et les relations avec Israël et l'Amérique, tout en prenant en considération les sentiments pro-palestiniens de la rue turque. Ankara a su trouver le juste milieu entre l'appréhension de sa base populaire à l'égard de l'Etat hébreu et les considérations stratégiques liés à ses relations avec l'OTAN et les Etats-Unis. Mais sans aller jusqu'à prendre des initiatives qui modifieraient radicalement les rapports de forces régionaux au profit de l'axe de la Résistance, incarné par la Syrie, l'Iran, le Hezbollah et le Hamas. »

L'Egypte post-révolutionnaire serait «le terrain idéal» pour tester ce partenariat et tenter de reproduire le modèle turc basé sur la coexistence entre l'institution militaire et un mouvement islamiste, et sur l'engagement de la Confrérie à respecter les constantes liées à la sécurité de l'Etat hébreu et l'accord de camp David après les élections présidentielles et législatives»

ou encore: «Des analystes estiment que la nouvelle stratégie de l'administration américaine reposerait justement sur l'utilisation des FM dans l'ensemble du monde arabe pour combattre l'Iran et ses alliés. Ces analystes ajoutent que maintenant qu'ils se sont débarrassés d'Oussama Ben Laden, les Américains peuvent de nouveau miser sur le courant islamiste pour juguler l'influence iranienne au Moyen-Orient. Ils auraient confié la mission de rendre les FM «fréquentables» au parti au pouvoir en Turquie qui représente un islam moderne jugé tout à fait acceptable par l'administration américaine.»

Informations que confirmait Mme Hilary Clinton lorsque, en visite à Budapest, elle justifiait des «contacts limités» avec les Frères d’Egypte: «Invoquant la nouvelle donne politique en Egypte, elle a déclaré qu’il est dans l’intérêt des Etats-Unis, d’accompagner le changement du paysage politique en Egypte et de dialoguer avec tous les partis pacifiques et non violents qui acceptent la règle du jeu démocratique». Informations confirmées par les Frères eux-mêmes: «Nous sommes ouverts à des contacts avec les Etats-Unis, dans le contexte de respect des valeurs de la Confrérie», a déclaré un de leurs porte-parole, Mahmoud Ghozlan. Si les Etats-Unis veulent réellement respecter nos valeurs et soutenir la liberté comme ils disent vouloir le faire, alors cela ne nous pose pas de problème. C’est sur cette base que certains, extrapolant, annoncent «Le commencement de la fin du Hezbollah».

Le «modèle turc» -jusqu’alors vague idée qui flottait dans l’air- prenait subitement de la consistance et se transfigurait en concept qui se voulait opératoire. «La région, et les peuples du MyOr et de l’Afrique du Nord en particulier, veulent retirer les leçons de l’expérience de la Turquie. Il est vital qu’ils apprennent les leçons que la Turquie a apprises et qu’elle met en pratique tous les jours. L’histoire de la Turquie rappelle que le développement démocratique dépend de dirigeants responsables. Il est important que des dirigeants responsables se fassent les mentors de la nouvelle génération de dirigeants arabes».

La généralisation de son expérience d’un islam «moderne et modéré» procurerait à la Turquie un atout de taille : en leur «ouvrant» les Frères et, au travers, l’islam politique, la «généralisation de leur expérience» leur donnerait l’opportunité de se doter de relais sociétaux qui leur faisaient défaut, leur permettant de se passer des entremetteurs autocrates et, surtout, de prendre pied dans la société islamique par l’intermédiaire d’une idéologie : celle de l’islam sunnite «à la turque», «moderne et modéré».

Dans le récit de ces contacts et des spéculations sur l’avenir, il y a ce qui relève du fait -des contacts ont effectivement été établis-, et ce qui relève du présomptif et de l’extrapolation : tout le reste.

Si il est vrai que la référence à l’islam, commune majoritairement à toutes les sociétés arabes en révolte, demeure à l’évidence une composante essentielle de leur discours politique -car c’est le propre, et seulement, des sociétés modernisées à l’occidentale que le langage du pouvoir soit celui du droit et non la religion- il me semble que seule une élite, restreinte, largement coupée de la majorité et occidentalisée rêve de régimes laïques à l’occidental.

Dès lors, le récit des noces américano-turques avec les Frères, est moins motivé par la nécessité de décrire ou de comprendre les faits qu’orienté subtilement par cette solution ultime posée comme préalable, dans la mesure où ce récit est, au fond, subtilement biaisée dès lors que tous les faits décrits s’enchaînent selon cette logique «acceptable» cependant qu’elle est entièrement portée par le désir final qu’elles ont à charge de servir.

Il est vrai que les nouveaux régimes issus de ces révoltes ne pourront plus faire l’économie d’une redéfinition des relations entre pouvoir politique et cadre religieux; non pour les raisons avancées mais parce que, depuis la Nahda -qui fut, elle, portée et seulement par des intellectuels occidentalisés qui ont téléscopé les concepts de l’Europe à une réalité, celle de l’islam, qui ne s’y prêtait pas sous prétexte de progrès et autres Lumières- ce sont, en l’occurrence, les «sociétés» (des segments, des fragments...) qui s’emparent à leur rythme et selon des besoins dont ils sont seuls juges des éléments de modernité.

Dans quelle mesure le terreau anthropologique de l’islam va-t-il colorer les nouveaux régimes dont ces révoltes accoucheront? Quel sera le rôle et l’influence de l’islam politique (dont les FM) aussi bien aux plans politiques que religieux? En quoi ces «révoltes» vont-elles contribuer à refondre et convertir tout cela ? Autant de questions qui pour l’heure restent encore une grande inconnue. Il faut, plus humblement, donner au temps et aux sociétés en révolte ... le temps de faire leur œuvre !

II- De la mumāna‘a de la Syrie et du Hezbollah

Très certainement la mumāna‘a sera affectée par le maelstrom qui agite la région. Mais il y a mumāna‘a et mumāna‘a: la mumāna‘a géopolitico-stratégique de Puissance et celle des sociétés ou des peuples.

La mumāna‘a affichée par la Syrie et l’Iran est une stratégie qui s’inscrit de plein pied dans la première catégorie. Elle fut, à l’origine, initiée par Hafez al-Asad lui-même, aux lendemains de la Guerre d’octobre, désormais que la qawmiyya ‘arabiyya avait sombré corps et biens à l’issue de cette guerre – par le lâchage de l’Egypte sadatienne.

Aussi la Syrie s’est-elle trouvée confrontée à un cul de sac: dans l’impouvoir de conduire une «guerre de libération» mais se soulant néanmoins puissance régionale, elle a choisi, sous l’égide de Hafez al-Asad la stratégie de la mumāna‘a pour, très précisément être à même de se positionner comme puissance régionale. Dès lors, elle a pris sur elle de se reconstituer en «Grande Syrie» -la «Syrie ottomane» quand wāli as-Shām exerçait son pouvoir sur tout l’espace de Bilād as-Shām qui recouvrait alors, totalement ou

en partie, la Syrie proprement dite, le Liban, la Palestine et la Jordanie. La guerre du Liban devait lui permettre en y intervenant, de tenir deux des cartes maîtresses de la géopolitique d'Israël et celle de la Syrie ottomane: le Liban totalement et la Résistance palestinienne en partie.

La finalité de cette stratégie de *mumāna'a* n'est évidemment pas de libérer quoique ce soit, ni le Golan occupé et encore moins la Palestine. Car, en tant que puissance étatique, exercer son droit de résistance (au Golan ou ailleurs) ne pouvait que conduire à une guerre conventionnelle de laquelle la Syrie, grande ou petite, ne pouvait sortir que vaincue. «Adieu veaux, vaches, cochons, couvées» et le rêve de la Syrie puissance régionale se serait effondré avant même que d'avoir pris forme et consistance.

C'est à ce point précis du calcul stratégique de Hafez al-Assad qu'intervient la *mumāna'a*. Elle lui permettait d'être à la charnière du refus et de l'acceptation: le refus de se plier aux desiderata de l'axe américano/israélien -mais sans entrer en guerre- pour préserver non pas tellement les intérêts des Arabes ou des Palestiniens, mais bel et bien ceux de la Grande Syrie comme «dernier représentant de l'arabisme»- d'où l'utilité du parti Baath et de sa rhétorique nationaliste arabe (*qawmiyya*); mais refus compensé -pour éviter tout risque de guerre- par l'acceptation «stratégique» de la paix. Une «stratégie de biais», auraient pu dire les Chinois passés maître en la matière. De biais signifiant en l'occurrence, maintenir intact sa «capacité de nuisance» -comme disent les Occidentaux- et en user quand c'est nécessaire pour contraindre l'adversaire au compromis.

Si cette stratégie n'empêche pas la violence, sinon à décrédibiliser sa capacité de nuisance, elle consiste néanmoins à éviter de s'épuiser dans le face-à-face, à éviter l'affrontement frontal et direct -ce qui n'empêche pas l'affrontement par alliés obligés interposés- pour aborder l'adversaire indirectement court-circuitant les effets catastrophiques de sa puissance guerrière: bref elle se propose de vaincre sans avoir à livrer bataille.

Bachar n'a fait que chausser les bottes de son père jusqu'aux récents troubles. La Syrie qui jusqu'à présent, et sous couvert de *mumāna'a*, a joué de main de maître dans la cour des autres (Liban, Palestine, Irak) est devenue elle-même un terrain de jeu pour les grands joueurs que sont la Turquie, les Etats-Unis, l'Iran. Quelle que soit l'issue de la révolte syrienne, le rêve de Hafez a définitivement sombré -non pas tellement parce que cerné géopolitiquement par la ceinture sunnite de sécurité, mais parce que la logique cette *mumāna'a* s'inscrivait dans la dynamique d'un Etat en montée de puissance prise en défaut par la

levée en masse des Syriens (et des Arabes) articulée, elle, à une dynamique populaire (ou sociétale) de libération. Tout le contraire de la montée en puissance d'un Etat à la facture d'empire.

Première conséquence: que la balance penche en faveur de l'acceptation du jeu turco-américain (réforme et fin du régime Assad), et c'est la Turquie/Amérique qui rafle la Syrie; qu'elle penche du côté du refus (*mumāna'a*) et c'est l'Iran qui la rafle. Mais la Syrie elle-même ne pourra plus engranger les fruits de sa *mumāna'a* en fin de partie.

La seconde affecte l'avenir du Hezbollah. Comment dynamiser sa *mumāna'a* en résistance, telle est la grosse question qui se pose à lui ? Acteur régional mais non décideur régional, le Hezb ne peut, à l'instar des mouvements de libération nationale (Vietnam, Algérie,...), prendre l'offensive sur le terrain, non seulement parce que l'ordre devra lui venir d'ailleurs, mais plus fondamentalement, comment concevoir une résistance populaire qui chercherait à «libérer» une terre (la Palestine) qui n'est pas la sienne propre, à partir d'un territoire (le Liban) qui est le sien ?

L'impasse du Hezbollah est à l'inverse de celle des Palestiniens: quand ceux-ci voulaient libérer leur terre (la Palestine), à partir d'un territoire qui n'était pas le leur (le Liban); celui-là veut libérer une terre (la Palestine) qui n'est pas la sienne, à partir d'un territoire (le Liban) qui est le sien ! Les Palestiniens en leur temps n'ont pas réussi à résoudre cette quadrature du cercle et il ne semble pas que le Hezbollah puisse le faire. Plus grave encore, en optant pour une logique de la puissance, sa *mumāna'a* -toujours authentique, il ne s'agit pas d'un procès d'intention-, s'étant elle aussi déconnectée de la dynamique populaire qui travaille la région, le réduit en un outil «utilisable» par la puissance d'autrui.

Toutefois, le fait de se porter garant de la protection de l'espace maritime libanais et de ses prometteuses ressources énergétiques off shore, en recentrant sa stratégie sur des préoccupations proprement libanaises, donnerait une justification complémentaire à la détention de ses armes, alors que ses adversaires pro occidentaux lançaient le débat de son désarmement, à la faveur de l'affaiblissement de la Syrie.

Dynamique de puissance contre dynamique populaire! Bien que leurs termes aient changé, cette logique portée par des dynamiques différentes et des acteurs différents n'a pas elle-même changé et continuera de travailler pour longtemps encore la région.

Roger Naba'a: Philosophe libanais, co-auteur avec René Naba du livre «Liban-Chronique d'un pays en sursis». Editions du Cygne 2008.

Roger Naba'a est en outre l'auteur d'«Israël et la fin de la pureté des armes».

<http://www.renenaba.com/israel-et-la-fin-de-la-purete-des-armes/> (revue Esprit Novembre 2010)

Traduction

Mumāna'a » signifie immunisation (sous entendue immunisation contre le virus de la soumission) en médecine le terme approprié est « anticorps »

« qawmiyya 'arabiyya » signifie nationalisme arabe

La Nahda : le mouvement de la renaissance culturelle arabe.

La «Syrie ottomane», quand wālī as-Shām, le gouverneur de la grande Syrie de l'époque ottomane

Sham tire son nom d'un des trois fils de Boe, Sem, Cham et Japhet,

Il leur naquit des fils après le déluge.

Les fils de Cham furent: Cusch, Mitsraïm, Puth et Canaan.

Les fils de Japhet furent: Gomer, Magog, Madaï, Javan, Tubal, Méschec et Tiras.

Cham désigné géographiquement, signifie en même temps la grande Syrie ottomane, en même temps que Damas, siège du gouvernorat de Syrie.

L'espace de Bilād as-Shām (le pays de cham) recouvrait alors, totalement ou en partie, la Syrie proprement dite, le Liban.

Le parti Baath, parti de la résurrection arabe

Références

1- Axe qui comprend l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas -quoique dans le cas du Hamas cela devient aléatoire depuis la chute de Moubarak et sa réconciliation avec le Fath!

2- Luc TORREELE «Partenariat entre les Etat-Unis et les Frères Musulmans» <http://polymedia.skynetblogs.be/archive/2011.05.03/partenariat-entre-les-usa-et-les-freres-musulmans.html>; Fatmeh KAYABAL «L'alliance de la Turquie et des Frères syriens au-delà de leur communauté religieuse», al-Akhbar du 19 juillet 2011.

3- Voir sur le site <http://ovipot.blogspot.com/>, la suite d'articles qui s'est échelonnée du dimanche 30 janvier 2011 («Les déboires de l'Egypte renforceraient la position de puissance régionale de la Turquie») au mardi 1er février («La Turquie reste prudente devant les

événements d'Egypte») au mercredi 2 («La Turquie sort enfin de son mutisme») au samedi 5 («Alors que la crise égyptienne est dans l'impasse, la Turquie vante son expérience politique et se rapproche du Qatar»; Luc TORREELE, Partenariat entre les Etats-Unis et les Frères musulmans», sur le site <http://polymedia.skynetblogs.be/archive/2011.05.03/partenariat-entre-les-usa-et-les-freres-musulmans.html> ; Pierre HASKI, «Tariq Ramadan vante l'exemple turc» pour rassurer les Occidentaux, Rue 89 du 9 février 2011; Marc SEMO, «La Turquie tricote un nouveau modèle musulman» et François SERGENT, «Aimant », les deux dans Libération du 13 juin 2011.

4-Didier BILLION (IRIS), «La Turquie et les révoltes arabes»,

<http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article5091>;

5- Voir entre autres, L'Express.fr du 30 juin 2011: «Washington et les Frères musulmans d'accord pour des contacts».

6- Titre d'un article de Fida ITANI paru dans al-Akhbar (quotidien libanais proche du Hezbollah) du 15 juin 2011.

7- La Turquie n'apprécie pas cette expression et lui préfère «source d'inspiration». «Nous n'essayons pas d'être un modèle pour qui que ce soit, mais on peut être une source d'inspiration (...) car la Turquie a démontré que l'islam et la démocratie peuvent parfaitement coexister», déclarait fin février à l'AFP le PM turc Erdogan.

8- «veulent» affirme Mme Clinton, et non «peuvent».

9- Christophe SCHMIDT, «Hillary Clinton érige la Turquie en modèle pour le Printemps arabe» AFP/ Istanbul, 16 juillet 2011.

10 – Un «islam moderne et modéré» : pendant que «moderne» est un descripteur axiologique qui connote «qui a adopté l'essentiel des valeurs occidentales, quoique pas toutes» ; «modéré» est un descripteur nettement géopolitique signifiant «à l'égard» d'Israël plutôt qu'«à l'encontre». Dans le cas turc il y a donc une dimension géopolitique que ce «modèle» est censé servir.

11- Au sens de Gramsci qui la définit par «l'union d'une vision du monde et de normes de conduite», grâce à laquelle une entité sociale – une «classe sociale» dit Gramsci-

«prend conscience d'elle-même: de sa place, de sa fonction et de son rôle historique».

12- C'est ce que n'a pas compris Salamé KILA, qui dans son article «Les limites de la « mumāna'a » syrienne», parue dans al-Akhabar du 12 juillet 2011, reproche au régime syrien des Assad de ne pratiquer que la « mumāna'a » et d'ignorer la résistance (mūqāwama).

13 –Ce qui se dit ici à propos de la Syrie s'applique tout aussi bien à l'Iran: la mumāna'a iranienne lui sert surtout, pour ne pas dire exclusivement, à se positionner géostratégiquement comme puissance régionale, dès lors que, puissance chiite, il ne peut mobiliser le fond qawmi (nationaliste arabe) des sunnites que par la mumāna'a.

14- comme l'affirme Fida Itani dans l'article déjà cité à la note 6